

CHAPITRE 2

LES DIFFICULTES ECONOMIQUES DU CAMEROUN ET LEURS CONSEQUENCES SOCIALES

I - L'ECONOMIE

L'économie du Cameroun repose essentiellement sur trois leviers: l'agriculture, le sous-sol et l'industrie.

1) L'AGRICULTURE: le Cameroun possède une large gamme de produits connus sur les marchés internationaux, notamment: le café, le cacao, la banane, l'arachide, le coton, le caoutchouc ou le bois.

Sur le plan national, de nombreuses cultures vivrier ont permis à ce pays de s'assurer depuis longtemps une autosuffisance alimentaire. On peut citer ici le manioc, le maïs, le mil, le sorgho, le plantain, le macabo, la patate, etc.

2) LE SOUS - SOL: le pétrole est la principale manne financière du Cameroun. Mais il faut ajouter que le sous - sol du Cameroun possède aussi des gisements plus ou moins exploités de gaz, de bauxite, de cyanite, de fer, etc.

3) L'INDUSTRIE: même si le tissu industriel du Cameroun reste très faible, on ne peut pas dire qu'il soit complètement inexistant. Le développement de certains secteurs est remarquable; c'est le cas de l'aluminium, des brasseries, du ciment, de l'agro-alimentaire. La liste n'est pas exhaustive.

L'activité économique est soutenue par un potentiel hydro-électrique considérable qui repose sur l'existence de nombreuses chutes d'eau où sont construits des barrages comme: Edéa (190 MW); Song-Loulou (288 MW) et Lagdo (84 MW).

Après cette présentation sommaire de l'économie du Cameroun, il serait judicieux maintenant de faire le point sur la situation actuelle.

Un tel diagnostic révèle tout de suite qu'après sa fulgurante percée dans les années 70/80, l'économie de ce pays s'est effritée depuis 1986 à cause de la chute des cours sur le plan international, de ses trois principaux produits d'exportation: le pétrole, le café et le cacao.

En un mot, les exportations des produits agricoles qui s'élevaient à 700 millions de dollars US en 1980 ont chuté à 396 millions en 1994. L'agriculture qui représentait 57 % du P.I.B. en 1971/1973, se retrouve à 24 %.

Et pour finir, le P.I.B. qui avait lui-même atteint 9114 milliards de dollars US en 1986 est retombé à 7800 milliards de dollars US en 1988/1990.

A tout ceci, il faut ajouter les problèmes socio-politiques qui minent le pays de l'intérieur.

Il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui, le Cameroun est un pays à genou dont la population, par de nombreuses initiatives, se bat pour se reprendre en main et redresser son sort.

Comme beaucoup de pays africains dans la même situation, le Cameroun est sous le coup d'un plan de redressement économique initié par le F.M.I. Bien sûr, cela passe par des mesures drastiques telles que les privatisations, (il faut préciser que l'Etat reste jusqu'à ce jour le plus grand employeur du pays), les licenciements massifs, les baisses de salaires pour cause de réduction et maîtrise budgétaire, etc.

Ajoutons qu'en 1994 , le Cameroun comme tous les pays d'Afrique noire francophone, a subi une autre révision de la parité de sa monnaie avec le franc français. Aujourd'hui **1FF = 100F CFA**.

Avec une telle situation de nombreuses banques ont quitté le pays. Quant à celles qui y sont restées, elles n'accordent pas facilement leurs services à n'importe qui. N'ayant plus confiance en leurs banques, leur économie et même leur gouvernement, les camerounais développent de plus en plus des systèmes de tontine pour s'en sortir.

Il apparaît ainsi un grand secteur informel que ne maîtrise pas du tout l'Etat qui a déjà du mal à assurer ses recettes fiscales.

II-LA VIE SOCIALE

Pour résumer rapidement la situation du Cameroun aujourd'hui, on peut dire que l'Etat étant pauvre, la population l'est aussi. Bien de nombreux autres maux ne sont que la conséquence de cette misère.

Par exemple la corruption s'est généralisée: dans les négociations économiques ou dans les démarches administratives, chacun essaie de trouver une combine pour réussir son affaire. Tout se vend et tout s'achète. Les hommes politiques eux-mêmes ne sont en reste: clientélisme et népotisme sont de règle, on ne compte plus les détournements de deniers publiques.

Bien sûr il ya des gens très riches au Cameroun. Mais il est vrai aussi que la masse populaire n'a même pas le minimum vital. Le contraste est frappant. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner de l'insécurité montante. Parfois, les parents n'ayant plus les moyens d'assurer l'éducation de leurs enfants, démissionnent. Les garçons abandonnés ainsi à la débrouillardise, deviennent bien souvent des délinquants; les filles quant à elles se prostituent. Cette vie faite de risques au quotidien les expose à des dangers de tout genre: alcool, drogue, prison, épidémies (sida, hépatite,...), viols, assassinats, etc. Tel est le niveau actuel des moeurs dans ce pays jadis si fier.

Le comble est que de nombreux jeunes, issus des zones rurales, parce qu'ils ne trouvent aucune activité ni loisir dans leurs villages, désertent ces régions pour venir grossir les contingents déjà énormes des oisifs de la ville. Et lorsque celle-ci ne leur trouve pas de solution, bon nombre ne pensent plus qu'à partir vers l'étranger. Comme on peut le voir ici, c'est le désespoir qui dicte la conduite à tenir.

Par ailleurs, beaucoup d'autres jeunes continuent leurs études parfois sans la moindre conviction, n'ayant plus aucune confiance en l'avenir, mais contraints et forcés parcequ'ils n'ont plus aucune autre solution.

Conscient de ce manque de débouchés, même le discours jadis encourageant des dirigeants pour les études a faibli. Seuls les diplômés des grandes écoles conservent une relative assurance professionnelle.

Cela veut dire que les nombreux étudiants dont regorgent les six universités du Cameroun (Yaoundé I, Yaoundé II, Douala, Buéa, Dschang et Ngaoundéré) sont plus ou moins des laissés pour compte qui, d'aventures en aventures, de déboires en déboires, apprendront à se frayer leur chemin en se demandant souvent à quoi leur ont servi leurs grandes études.

Aujourd'hui le Cameroun possède environ 40.000 étudiants. Ce chiffre n'intègre pas ceux très nombreux qui sont à l'étranger et que la situation du pays encouragera de moins en moins à rentrer chez eux.

En dehors des étudiants, il faut dire que le Cameroun possède à ce jour plus de deux millions d'élèves dans le primaire et le secondaire. Ce pays qui dans les années 80 était si fier de son taux de scolarisation de 80 %, l'un des plus élevés d'Afrique, ne sait plus vraiment que penser en le voyant s'effriter doucement. La tendance qui a l'air de se dessiner est d'essayer d'amener les jeunes jusqu'au niveau du BAC, pour leur éducation et pour les préparer un peu à la vie active, puis ensuite les laisser prendre leurs propres initiatives. Ce que l'on a tendance à oublier est que les initiatives des jeunes sortant des bancs ont aussi énormément besoin d'encadrement pour ne pas sombrer.